

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu de la réunion du 27 octobre 2010**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h 45**

**Présences** : C. Poirier (présidence), J-L. Bourdages, C. Creran, I. Dawson, R. Duranceau, S. Maguire, S. Mullen, J. Pentick, G. Phillips, S. Pichie, A. Picotte, L. Whitmore, M. Zinck, R. Zwicker, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

**Absences justifiées** : S. Chatterton, D. Londynski, K. Piché, G. Thibault-Gosselin.

**1. Points aux fins d'approbation**

1 a) Adoption de l'ordre du jour

**Résolution** : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par G. Phillips d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Présentation sur « Elder Care »

M. Nelson Riis fait un exposé sur « Elder Care », un programme de soins aux aînés. M. Riis est prié de fournir des informations détaillées sur les coûts et sur ce qui est couvert par le programme. Le CEN discutera par courriel si ce programme serait avantageux pour l'Association.

1 c) Compte rendu du huis clos du 22 septembre 2010

Ce point est discuté à huis clos.

1 d) Compte rendu du 22 septembre 2010

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Whitmore d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

1 e) Comité de négociation du RIM

**Résolution** : Il est proposé par G. Phillips et appuyé par R. Zwicker d'approuver la nomination de M. Vallée et A. Picotte comme membres du comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 f) Comité de négociation collective BdP

**Résolution** : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par J-L. Bourdages d'approuver la nomination de S. Norris, É. Hurtubise-Loranger, F. Côté et A. Goody comme membres du comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 g) Recommandations du Comité des finances

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Zinck de transférer 31 073,89 \$ du fonds de prévoyance de l'exécutif pour couvrir les déficits. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 h) Nouveau membre du Comité des communications

**Résolution** : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par A. Picotte de nommer L. Levesque au comité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **2. Rapports**

#### 2 a) Rapport du président

Normalement, je prépare mon rapport dans les derniers jours précédant la réunion du Conseil exécutif national. Cette fois-ci, j'ai manqué de temps, de sorte que mon rapport sera plutôt court.

À la fin de septembre, nous avons assisté au colloque du Conseil national mixte à Victoria, qui fut une excellente occasion de réseautage, car nos collègues des autres syndicats étaient présents, de même que des représentants de l'employeur de presque tous les ministères et organismes.

Le colloque du CNM a été dominé cette année par des événements ayant peu à voir avec le Conseil national mixte : par exemple, le retour inattendu des parties aux tables de négociation dans le cas de l'Alliance de la fonction publique du Canada même si les conventions collectives n'étaient pas expirées. En réalité, nous avons appris avant de nous rendre à Victoria que le Conseil du Trésor avait invité l'Alliance à ce qu'il a qualifié de *négociations accélérées*, c'est-à-dire dix journées intensives pour en arriver à une convention négociée.

Par la suite, le Conseil a changé d'idée et a envoyé la même invitation à l'Institut, puis à tous les syndicats en cause. C'est quand même insultant pour les agents négociateurs qui sont déjà à la table dans le cadre du processus normal d'avoir été mis sur la touche parce que le Conseil manque de négociateurs.

À trois des tables, l'Alliance a conclu une entente de principe qu'elle a soumise à ses membres pour ratification. Nous en avons examiné le contenu pour tenter de

mieux comprendre la situation. L'Institut s'est retiré du processus juste avant d'aller à la table de négociation.

Nous avons accepté de rencontrer le Conseil du Trésor en janvier, mais continuons de préparer les négociations « normales » devant être entreprises après l'expiration de nos conventions collectives.

J'ai parlé de nos efforts de coopération avec les autres syndicats. Une activité est prévue la semaine prochaine au Parlement, organisée en coopération avec l'Institut et l'Association canadienne des agents financiers. Le thème de la rencontre sera l'idéologie dans la prise de décisions en politique publique.

En terminant, j'ai le regret de vous informer que notre collègue Carl Lakaski a décidé de démissionner. Il prendra sa retraite en 2011 et a décidé de mettre fin à sa participation au CEN. Son bon sens et sa sagesse nous manqueront.

## 2 b) Rapport des Services professionnels

### Affaires internes

- Le travail continue sur la norme de classification des postes au bureau national de l'ACEP. Nous en sommes à tester l'absence de sexisme.
- Nous revoyons aussi la fonctionnalité de notre bibliothèque virtuelle. Le but est d'avoir un système qui complète nos dossiers réguliers et de mettre à la disposition du personnel les documents dont ils ont besoin de façon régulière.

### Contestation en vertu de la Charte

- Hélène Paris et moi avons rencontré le conseiller juridique le 12 octobre pour examiner le contenu de notre affidavit supplémentaire.
- Des représentants de l'IPFPC et de l'ACEP (Hélène, Jean et moi) rencontreront le conseiller juridique pour finaliser nos affidavits et donner l'accord final aux affidavits préparés par notre témoin expert indépendant.

### Négociations collectives

- J'ai rencontré hier soir les membres du nouveau comité de négociation collective EC afin d'entamer le processus de préparation à la table de négociation selon le calendrier régulier qui nous mènerait à la table à un moment donné en juin. Six membres ont assisté à la première réunion. Nous avons passé en revue le travail à faire et les circonstances spéciales se produisant pendant notre période de préparation. Les membres ont été informés que si une entente était conclue entre l'ACEP et le Conseil du Trésor dans le cadre de la négociation accélérée prévue pour janvier, nous interromprions la préparation pour juin.

- Nous avons eu une rencontre préparatoire avec le Conseil du Trésor afin de fixer les paramètres de la négociation de janvier. Le Conseil du Trésor a expliqué ses attentes. Nous avons expliqué nos attentes. Nous avons envoyé aux membres des équipes de négociation TR et EC de la ronde précédente une invitation à se porter volontaire pour la négociation accélérée. Nous espérons tenir une première réunion dans la deuxième moitié de novembre. Malheureusement, le temps de l'année rend difficile de trouver des volontaires libres pour travailler au comité de négociation.
- Préparer à la fois les négociations accélérées et régulières constitue un élément de stress pour nos ressources.
- Jean et moi allons donner un cours sur la négociation collective. La séance en français se déroulera toute la journée du 22 novembre, et en anglais, toute la journée du 23 novembre.

#### Autres questions

- J'ai été invité à faire une présentation avec Danièle Chainé à l'UQO sur la négociation raisonnée le 16 novembre.
- J'ai aussi été invité à compléter une présentation en quatre parties au réseau des délégués de la section locale du Bureau de la traduction. J'ai présenté les deux premières parties l'an dernier. Le sujet est : l'état des relations de travail dans la fonction publique fédérale.
- Ce matin, j'ai fait une présentation aux gestionnaires de TPSGC dans le cadre d'un colloque d'une journée sur la reconnaissance syndicale. Aux fins de la présentation, j'ai utilisé un document élaboré par l'ACEP et intitulé Promotion et défense professionnelles ACEP. Ce document est le produit d'une résolution du CEN. Le CEN m'avait demandé de préparer un document expliquant aux membres et aux sections locales l'organisation de l'ACEP et de quelle façon les décisions sont prises au sein de l'organisation. La résolution a été adoptée dans le cadre de l'approbation des recommandations du rapport supplémentaire du comité d'enquête qui s'est penché sur les allégations d'actes répréhensibles posés par des membres de l'ancien conseil exécutif de la section locale 503. Je vais inviter toutes les sections locales à faire appel à moi, si elles le désirent, pour présenter le document à leurs membres.

#### Système de fichier syndical d'adresses (IPFPC c. Agence du revenu du Canada)

Les audiences sont fixées aux semaines des 1<sup>er</sup> et 15 novembre 2010.

#### Audiences

Causes de l'ACEP devant être entendues devant la CRTFP :

Ottawa	12 novembre	Dyskstra et al. (paye)	TPSGC (BtB)
Ottawa	28 février		

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour précédant l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

### Affaires internes

Aleisha Stevens sera en congé jusqu'en mai 2012. Le processus de dotation d'un poste à durée déterminée a été enclenché.

### Grief de principe (27.07 – ACEP c. Conseil du Trésor)

L'arbitre Michèle A. Pineau a rejeté le grief dans une décision rendue le 27 septembre 2010. Svp voir notre site pour plus de renseignements. Nous déciderons sous peu quant à la possibilité de porter la décision en appel.

### Décision de la CRTFP

#### C. Renaud c. ACEP

La plainte de Mme Renaud contre l'ACEP a été entendue les 12 et 13 octobre dernier. L'affaire a été prise en délibéré par le commissaire, M. Renaud Paquet. Nous attendons sa décision.

#### D. Perkovic c. Élections Canada (mesure disciplinaire)

L'arbitrage devait avoir lieu du 23 au 25 février. Le dossier a été réglé à l'amiable et le renvoi du grief à l'arbitrage a été retiré.

## **3. Suivis**

3 a) Plainte de harcèlement (à huis clos)

3 b) Comité d'enquête (à huis clos)

## **4. Questions de fond aux fins de discussion**

4 a) Information/documents confidentiels fournis au CEN (à huis clos)

## **5. Comités**

### 5 a) Comité des finances

Les états financiers sont examinés.

### 5 b) Comité de sensibilisation et de mobilisation

R. Duranceau fait le point.

### 5 c) Comité des communications

R. Zwicker fait le point.

### 5 d) Comité de vérification

Le rapport du Comité de vérification est examiné.

### 5 e) Négociations avec le SEA (**à huis clos**)

## **6. Levée de la séance**

**Résolution** : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par G. Phillips de lever la séance à 20 h 45. **Résolution adoptée à l'unanimité.**